



Déclaration Liminaire de la CGT Finances Publiques de Loire Atlantique au CTL du 10 janvier 2019

Mesdames, Messieurs,

Pour ce premier CTL faisant suite aux élections professionnelles de 2018, les élu-es Cgt souhaitent que le dialogue social s'améliore à la Drfip 44. Nous vous remercions d'ailleurs d'avoir séparé le CTL de janvier en deux avec un CTL spécifique destruction d'emplois. Nous aimerions y voir un signe de bonne volonté que nous saluons même si nous savons qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, et en d'autres termes, un tel geste ne devra pas rester isolé. Dans une situation de crise semi-permanente à la DGFIP, avec une situation dans les services extrêmement dégradée, la qualité des échanges entre la Direction et les représentant-es du personnel est primordiale.

Nous le redisons, les collègues sont en souffrance. Aujourd'hui, actualité PAS oblige, ce sont les SIP qui font face à « un pic de crise ». Nous reprenons à dessein ce terme de pic, puisque la direction en abuse pour parler de « pic de charge » quand la situation se tend. Ces éléments de langage tendent à dissimuler la situation de crise permanente dans les services. La situation dans les services des impôts est aujourd'hui catastrophique. L'accueil et le téléphone ne sont plus dignes d'une administration moderne. Les réorganisations succèdent aux protocoles de fonctionnement sans que les usagers et les agents n'y trouvent leur compte.

Là-dessus arrive donc en plus le PAS, et contrairement aux discours lénifiants de G. Darmanin qui ose affirmer dans la presse que c'est « une petite charge de travail supplémentaire » (plus le mensonge est gros...), la marche est très haute et la chute dans les abîmes toujours possible.

Mardi matin, ce sont ainsi l'ensemble des collègues des trois SIP nantais qui sont allés rencontrer la direction du Pôle Fiscal pour exprimer leur ras le bol et en expliquer les raisons. Mais la colère gronde dans l'ensemble des SIP du département. La première des raisons, c'est que les SIP ne fonctionnent pas bien depuis des années, qu'en raison des restructurations et des suppressions d'emplois, la crise est permanente. Cela signifie que les collègues ne peuvent travailler dans des conditions un tant soit peu normales, que les missions ne sont remplies qu'en mode dégradé. Cela génère souffrance et frustration.

Nous allons vous lire la motion rédigée par les collègues au cas où vous n'auriez pas eu le temps d'en prendre connaissance. La CGT demande que la motion des agent.es des SIP soit jointe au PV.

Face à cela, la Direction use et abuse d'éléments de langage usés jusqu'à la corde : « pic de charge », « gain de productivité », « mauvais moment à passer », « les résultats sont bons »... Qui pourrait croire que ces mots vont rassurer les collègues ? Les réponses nous démontrent que la situation va encore se dégrader avec de nouvelles suppressions d'emplois et de nouvelles coupes dans les missions, notamment sur l'accueil des usagers. Et tout le monde a déjà expérimenté concrètement les fameux gains de productivité qui sont toujours précédés par des suppressions d'emplois très en amont et des coupes dans les missions qui en plus de détruire le service public, ne soulagent en rien les agents. Bref, pour en revenir à la rencontre de mardi, les

collègues des SIP de Nantes qui ont rencontré Messieurs Bianchini et Cheneau sont malheureusement reparti.es désabusé-es d'autant que les difficultés d'organisation en local (note 44 en date du 28 décembre pour le 02 janvier, cycle de formation trop étalé...) sont éludées.

L'après midi même, G. Darmanin annonçait, sans doute pour tenter très maladroitement de désamorcer la crise sociale qui vient à la DGFIP, que les agent.es travaillant au PAS toucheraient une prime exceptionnelle de 200 €. Devons nous préciser que cette annonce, accompagnée de commentaires désobligeants pour les fonctionnaires de la DGFIP (je vous renvoie à la dépêche AFP qui est un véritable florilège de poncifs et de mensonges éhontés) a fait bondir les collègues. Rappelons qu'avec le gel partiel ou total du point d'indice, il manque en moyenne 200 € par mois sur la fiche de paye des collègues !

En résumé, le pouvoir politique nous traite comme des gueux, des non comprenant, des non qualifiés... Pour la CGT, cette ignominie, ce mépris permanent à notre encontre qui est largement partagé par les cadres sup' de Bercy doit cesser immédiatement !

D'ailleurs, ces 200 € qui nous sont jetés à la face pour solde de tout compte pourraient à juste titre financer en partie une grève d'ampleur. Trop c'est trop !

Pour en revenir au contexte général, la situation est aggravée par le capharnaüm, l'amateurisme et la panique du gouvernement : rétro pédalage sur la suppression totale de la TH (toujours pas financée pour les collectivités locales), instabilité de la loi fiscale au gré des différentes déclarations des différents ministres ou parlementaires de la majorité (retour ou non de l'ISF, abandon ou non de l'Exit Tax, baisse reportée ou non de l'IS, augmentation ou non du seuil de vente à perte...), l'amende de 15 € minimum pour paiement par chèque de la taxe foncière au-delà de 1 000 € (puis la décision, dans la panique, de remise par le ministre), la baisse de la CSG pour certains retraités déjà reportée à l'été 2019, la prime facultative « sans charge » plafonnée à 1 000 € qui générera des frustrations pour les exclus (dont tous les fonctionnaires), les cafouillages autour du calcul du gain de 100 € pour les salariés au SMIC (dont 55 % seulement seront concernés) et qui n'interviendra que dans quelques mois via la prime d'activité, la baisse à venir des APL (liée au changement d'année de référence grâce au PAS), l'augmentation des cotisations AGIRC ARRCO en janvier 2019, les conséquences financières des nouveaux contrôles techniques...

Et la baisse apparente des revenus liée aux prélèvements à la source pourrait bien faire repartir le feu anti-fiscal qui couve encore... surtout si les promesses de Macron ne sont pas tenues !

Les agents des Finances Publiques sont en première ligne face au mécontentement lié à la baisse du pouvoir d'achat et à l'injustice fiscale. Ils ont déjà fait les frais d'actions parfois violentes, dans l'exercice de leur mission depuis novembre 2018. De fait, au regard du public, ils sont les boucs émissaires de la contestation de la politique fiscale du gouvernement et cela risque de s'aggraver !

Et pourtant, Bercy reste dans le déni le plus total de la situation avec 2 130 emplois supprimés en 2019 dont 13 à la DRFIP 44, les restructurations vont se poursuivre, les agences comptables se profilent rapidement avec l'abandon de la séparation ordonnateur/comptable (on vient d'apprendre au passage que les agent.es seraient détaché.es d'office pour 3 ans dans les agences comptables créées dans les collectivités !), la casse des droits et garanties des agent.es va se poursuivre, la casse des services de l'État va être relancée... Bref pas d'alternative ne semble envisagée à part jeter de l'essence sur les braises.

Inutile de préciser que la CGT, aux cotés des agent.es, fera tout son possible pour stopper la catastrophe en cours.